

Fraude académique: Un scandale de faux diplômes au Royaume-Uni

20 JANV. 2018 PAR [SERAYA MAOUCHE](#)

Des milliers de ressortissants britanniques ont acheté des faux diplômes à un "moulin à diplômes" basé au Pakistan. Ce scandale à grande échelle touche des consultants du National Health Service (NHS), des médecins, des infirmières et même un contractant de la défense.

La question des faux diplômes est un phénomène assez connu dans le monde du *Showbiz*, mais aussi en politique. Rappelons, qu'en France, au moins deux politiques sont concernés par ces histoires. Après l'affaire des diplômes usurpés du premier secrétaire du Parti Socialiste (PS), Jean-Christophe Cambadélis, l'ancienne secrétaire d'État à l'enseignement supérieur et à la recherche, *Geneviève Fioraso*, a démissionné après une affaire de "diplôme fantôme", qui a été révélée par *Mediapart*. Avec *Geneviève Fioraso* et les plagiats d'*Annette Schavan*, la France et l'Allemagne ont montré qu'on peut être ministre de l'enseignement supérieur et pratiquer la fraude académique.

La BBC a révélé, cette semaine, que des milliers de Britanniques ont acheté des faux diplômes auprès d'un "moulin à diplômes" pakistanais. Les expressions françaises "moulin à diplômes" et "usine à diplômes" sont souvent utilisées pour traduire les expressions anglaises "*diploma mill*" ou "*degree mill*". Les Allemands ont également une expression similaire, *Titelmühle*, qui signifie "moulin à titres". Contrairement à la France, l'Allemagne est dans la liste des pays connus pour ces histoires de fraude de diplômes. En 2011, Von Rudolf Neumaier s'interrogeait dans le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, "Ne sommes-nous pas tous un peu docteur? [Sind wir nicht alle ein bisschen Doktor?]. L'auteur rappelle qu'un "doctorat *honoris causa* coûte au Kirghizistan 25 000 euros, à Miami on l'obtient pour 150 euros seulement - et puis, il y a des conseillers en promotion qui, après un petit don, [vous] aident: Comment on obtient pour de l'argent un titre en Allemagne".

Un site pour la vente des titres (diplômes), www.titel-kaufen.de, a même été lancé en Allemagne! Il reçoit entre quatre et dix demandes par jour selon *Süddeutsche Zeitung*. En France, un site similaire, www.fauxdiplomes.org, propose des diplômes en 48h. Ce trafic de faux diplômes est un commerce mondial, rappelle la Radio-Télévision belge de la Communauté française (*RTBF*) en septembre dernier. Encore un paradoxe de la législation en Europe; ce n'est pas illégal d'acheter un faux diplôme. En revanche, s'en servir pour postuler à un travail ou pour mentir sur son *curriculum vitae*, (CV) est illégal ! Un de nos articles précédents a discuté du cas de l'*International Arees University à Beirut* (Liban) et d'un réseau syrien de fraude des diplômes.

Les faux diplômes au Pakistan, c'est du déjà-vu

L'affaire des faux diplômes au Pakistan n'est pas vraiment nouvelle, en mai 2015, un article du *New York Times* a accusé une société pakistanaise, Axact, d'avoir vendu des faux diplômes à des milliers de personnes à travers le monde.

"Une secrète compagnie pakistanaise vend des faux diplômes universitaires à l'échelle mondiale", écrit le *New York Times*, le 18 mai 2015, sur son compte Twitter.

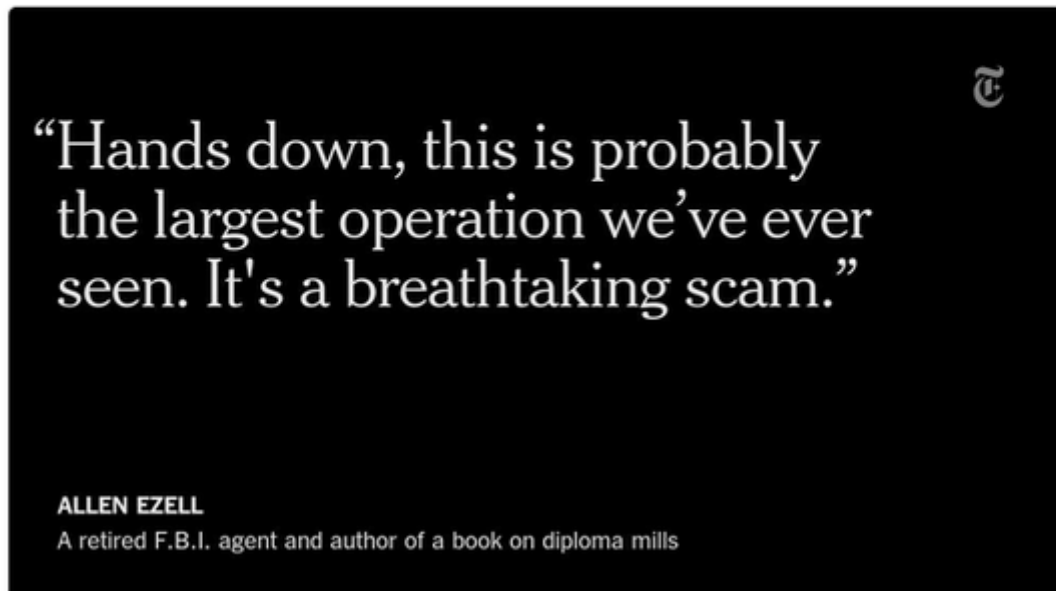


The New York Times

@nytimes

Follow

A secretive Pakistani company is selling fake academic degrees on a global scale nyti.ms/1HbO4gV



1:45 PM - 18 May 2015

Tweet de New York Times du 18 mai 2015 © NYT

Des noms d'universités inexistantes, telles que "Nixon University" et "Brooklyn Park University", des sites Web, des acteurs recrutés pour jouer les rôles de faux professeurs et d'étudiants et un réseau mondial de faux diplômes ont été déployés dans cette fraude. Cette enquête du *New York Times* a été signée par Declan Walsh, correspondant du *New York Times* à Islamabad qui a été expulsé de ce pays en 2013.

"Après publication de l'article du *New York Times*, la société *Axact* a publié sur son site internet une déclaration condamnant «cette histoire diffamatoire» et menaçant de traduire le journal en justice. Parallèlement, relève le journaliste du *New York Times*, de nombreux sites internet cités dans son article ont disparu sans explications", a écrit Le Figaro Etudiant, le 26 mai 2015.

Dénonciation d'une campagne orchestrée par ses concurrents et de complot anti-pakistanaï, une plainte de diffamation contre le *New York Times*, la société a tout essayé pour décrédibiliser l'enquête du journal américain.

A l'époque, le Pakistan a ouvert une enquête, l'agence fédérale d'investigation pakistanaïse (FIA) a perquisitionné, le 19 mai 2015, les locaux d'*Axact* qui sont basés à Karachi. Selon l'AFP, le Pakistan aurait demandé au FBI et à Interpol de l'aider dans son enquête sur cette société informatique.

Les révélations récentes de la BBC précise que "plus de 3 000 fausses qualifications d'*Axact* ont été vendues à des acheteurs basés au Royaume-Uni en 2013 et 2014, y compris des maîtrises, des doctorats et des diplômes de PhD". Un de ces acheteurs a dépensé près de 500 000 livres sterling pour de faux documents. La fraude des diplômes est particulièrement dangereuse lorsqu'il est question de personnels cliniques. La BBC a révélé que dans la liste des acheteurs des diplômes d'*Axact* au Royaume-Uni, il y a divers personnels cliniques du NHS dont un ophtalmologiste, un psychologue, des infirmières et de nombreux consultants. Le problème est très grave, un contracteur pour la défense britannique a acheté, entre 2013 et 2015, des faux diplômes d'*Axact* pour sept employés, dont deux pilotes d'hélicoptère. Certains de ces acheteurs savait qu'il s'agissait de faux documents, d'autres ont été surpris lorsque ils ont été informés par la BBC.

"Un anesthésiste qui a acheté un diplôme en «gestion hospitalière» a déclaré qu'il n'avait pas utilisé la qualification au Royaume-Uni et un consultant en médecine d'urgence pédiatrique, qui a acheté un Master de science et technologie de santé, a affirmé que c'était une «grande surprise» lorsque la BBC lui a dit que c'était un faux document", écrit la BBC.

La radio publique généraliste BBC Radio 4 a diffusé, le 16 janvier dernier, le documentaire "Degrees of Deception" sur ce scandale.

Des défaillances dans le système de vérification des diplômes

L'article de la BBC explique qu'il s'agit d'un problème à grande échelle et que le General Medical Council (GMC), l'ordre des médecins britannique, a déclaré "qu'il appartenait aux employeurs de vérifier toutes les qualifications supplémentaires aux diplômes médicaux". Cependant, seulement 20 % des employeurs britanniques vérifiaient correctement les qualifications des candidats, a déclaré à la BBC, Jayne Rowley, directeur général de Higher Education Degree Datacheck (HEDD).

En 2011, une enquête du cabinet de recrutement *Florian Mantione* a montré que 71 % des chefs d'entreprise ne font aucun contrôle. "Dans 25 à 75 % des cas, les CV seraient «enjolisés» et dans 37 % des cas, les candidats mentiraient directement sur leurs diplômes", écrit le Nouvel Économiste.

Bloquer l'accès aux sites Web d'*Axact*



© Axat

Axact continue son processus de création de sites Web d'universités inexistantes et de diffusion de fausses informations. Ces sites Web sont accessibles en France, au Royaume-Uni et dans d'autres régions du monde. *Action Fraud*, le centre national pour le signalement de fraude et des différents problèmes de cybercriminalité au Royaume-Uni, a déclaré à la BBC qu'il n'avait pas le pouvoir de fermer ces sites Web d'Axact. En France, la loi anti-fausse nouvelles (fake news), qui a été annoncé récemment par le Président Emmanuel Macron, aura beaucoup d'intérêt si son texte couvrira également ce type de fraude.